## CORRIGÉ

Les thèmes de la récession et de l'oppression sont dominants en 2008. D'abord, nous vient des États-Unis la crise des *subprimes*. Le professeur Shiller, économiste, interviewé dans Les échos, n'est pas optimiste. Il affirme que « *la crise immobilière qui frappe les États-Unis est la plus grave depuis la Grande Dépression* » et revient sur les causes de cette crise : « *on a poussé des gens à acheter des maisons surévaluées en recourant à des emprunts extrêmement complexes* », aux taux non seulement hauts mais pouvant varier dans des proportions insoupçonnées. L'article du *Figaro* explique qu'une tendance à risque s'est imposée début 2000 : les prix de l'immobilier, alors constamment à la hausse, ont rattrapé le revenu des ménages, entamant leur pouvoir d'achat. Tendance aussi à risque pour les marchés financiers, car les prix de l'immobilier ont ensuite chuté, ce qui pousse M. Shiller à parler de « destruction de valeur ». Comment faire baisser la tension sur les marchés financiers ?, se demande Éric Leser dans *Le Monde* : la solution consisterait-elle, pour les Banques Centrales, à racheter et à cautionner les crédits immobiliers responsables de la crise ? Proposition qui provoque des réticences mais qui a le mérite d'affronter le problème du manque de contrôle et de régulation que cette crise a cruellement révélé. L'article du *New York Times* nous décrit des États-Unis où les écriteaux « à vendre » fleurissent, et en particulier dans les quartiers résidentiels. La crise a frappé ceux qui vivaient au-dessus de leurs moyens, ceux qui pensaient pouvoir s'offrir la maison de leur rêve, et non pas seulement les foyers modestes. Les *échos* et *Libération* prévoient l'internationaliser de la crise.

Qu'en en est-il en Europe ? En France, il y a le constat d'une baisse du pouvoir d'achat (alimentant le sentiment de dépression). Le sondage mené par *Capital.fr* est clair : « *83% des sondés estiment que leur pouvoir d'achat a baissé au cours des cinq dernières années.* » Et ce serait l'euro qui serait responsable. L'euro, mais aussi l'Europe de Bruxelles, selon l'enquête menée par *Lexpress.fr*. L'article du *Point.fr* met en avant l'inflation et la stagnation des salaires partout en Europe. *La Tribune* relève qu'on dispute non seulement des causes du problème, mais qu'on diverge aussi sur les moyens de s'y attaquer. *La Tribune* et *France soir* rappellent que les Français veulent la fin du règne de la « bricole » et attendent des propositions « concrètes » des décideurs. Certes les prix augmentent. Mais le pouvoir d'achat a-t-il réellement baissé ? Une autre enquête de *Capital.fr* avance des résultats paradoxaux : selon les données de l'INSEE, le « revenu disponible par tête » n'a cessé de progresser et les Français n'ont pas cessé de consommer. La perte de pouvoir d'achat ne serait qu'une illusion d'optique due à une méconnaissance des changements d'habitude de consommation et des postes de dépense. À deux nuances près : d'abord, l'écart se creuse entre les revenus modestes et les autres (comme le soulignent la première enquête de *Capital.fr* et l'*Union nationale des retraités et des personnes âgées*). Ensuite, n'entrent pas dans ces statistiques les dépenses immobilières, or celles-ci grèvent le budget des Français. L'impression d'une menace de récession demeure.

Aux signes de dépression économique générale s'ajoutent des signes d'inquiétude morale provoquée par la maltraitance des personnes dans le monde. Il y a la détention d'Ingrid Bétancourt qui se prolonge dramatiquement. Mais, de manière épineuse et brutale, la tenue des JO à Pékin en juillet prochain pose le problème du respect international des droits de l'homme. Car, comme le rappelle Reporter sans frontière, au moment où le CIO

choisissait Pékin (le 13 juillet 2001), la police chinoise intensifiait la répression, continuant de bafouer les libertés civiles des citoyens chinois. Et huit ans plus tard, rien n'a changé, comme le montre la répression musclée au Tibet en mars dernier. Repoter sans frontière rappelle que l'association s'était prononcée dès le début contre cette sélection. L'association, comme Marie Holzman dans *Marianne*, insiste sur l'ampleur et la gravité des violations des droits de l'homme dans une Chine nationaliste et autocratique. Une autre dépêche de Reporters sans frontière rapporte la sévérité de la censure et du contrôle de l'information en Chine et au Tibet. Les journalistes dénoncent ainsi une répression qui « se déroule à huis clos » au Tibet. Les autorités chinoises contrôlent tous les médias, y compris Internet et la télévision. L'article du *NouvelObs.com* relève cette main mise à travers le léger différé d'une minute lors de la retransmission télévisée de l'arrivée de la flamme olympique sur la Place Tiananmen, tout incident pouvant alors être censuré. Reporters sans frontière rappelle encore que la Chine a fait des promesses pour obtenir cette sélection, des promesses non tenues. Alors « faut-il boycotter les JO de Pékin ? » Marie Holzman répond dans *Marianne* que la question paraît dérisoire maintenant que le CIO a retenu la candidature de Pékin. Cependant elle ajoute : « *commercer avec la Chine n'exclut pas une certaine fermeté sur diplomatique sur les droits de l'homme* ». Et de fait les événements récents au Tibet provoque l'indignation d'une grande partie de la communauté internationale. Comme le met en avant l'article du *Monde* : « *La question tibétaine entache brutalement l'image avantageuse que voulait présenter le régime chinois* » et va « *doper tous les opposants à la tenue des JO à Pékin* ». L'article du *Figaro* raconte ainsi comment Steven Spielberg « a claqué » la porte de l'organisation des cérémonies d'ouverture, pour lesquelles il était consultant bénévole depuis plusieurs années. L'indignation qui envahit les médias occidentaux, va-t-elle gêner le bon déroulement des JO à Pékin ? L'avenir nous le dira, mais le fait est que le gouvernement chinois n'est pas prêt à l'autocritique, et sans doute la majorité des pays participants au JO n'envisagent pas le boycott. La politique de la puissance continue de s'imposer dans le monde.